

"Il n'a pas dit oui..." dans The Guardian (28 octobre 1997)

Légende: Le 28 octobre 1997, le quotidien travailliste britannique The Guardian décrit la stratégie de Gordon Brown, chancelier de l'Échiquier, à l'égard de la troisième phase de l'Union économique et monétaire (UEM) et l'éventuelle adoption de l'euro par le Royaume-Uni.

Source: The Guardian. 28.10.1997, n° 47 006. Manchester: The Manchester Guardian and Evening News Ltd. "He wouldn't say yes .", p. 18.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/il_n_a_pas_dit_oui_dans_the_guardian_28_octobre_1997-fr-08f6fbd9-873a-4d4d-8108-7db00fb7c945.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Il n'a pas dit oui...

Mais Gordon Brown a été sage de ne pas dévoiler ses choix

C'EST une tragédie – indépendante de sa volonté – que cette tentative de Gordon Brown de rassurer les marchés sur l'union monétaire ait coïncidé avec un effondrement de Wall Street qui a contraint à la suspension des transactions pendant une demi-heure. Chez nous, le mieux, pour donner un sens à la déclaration de Gordon Brown, est de supposer que l'ambiance importe davantage que les mots. On attendait de lui qu'il prît, sur l'union monétaire, une position qui ne soit pas ambiguë même pour ces experts en ambiguïté que sont les membres de l'Opposition. Or, il n'a pas écarté définitivement l'adhésion à l'Union économique et monétaire pendant la session parlementaire actuelle, et ne l'a pas non plus inscrite définitivement au programme de la prochaine session. Pourtant, la journée d'hier pourrait bien se révéler cruciale dans la valse-hésitation de la Grande-Bretagne avec l'Union économique et monétaire. Gordon Brown a non seulement dit clairement que le gouvernement veut y adhérer dès que possible lors de la prochaine législature (sous réserve que les conditions économiques le permettent), mais il prend également des mesures pour faire en sorte que les entreprises soient prêtes à ce changement. Il est prévu entre autres de créer une commission forte capable d'aider le monde des affaires à se préparer à l'adhésion à part entière et d'encourager l'acceptation anticipée de l'euro au Royaume-Uni.

Ce qui a surpris, dans la déclaration de Gordon Brown, ce n'est pas qu'il ait laissé ses choix ouverts pour la prochaine législature – précaution des plus raisonnables au vu des risques énormes de chute des cours que comporterait une adhésion prématurée – mais qu'il n'ait pas écarté une adhésion avant les prochaines élections, ne serait-ce que pour donner un signal sans ambiguïté aux marchés. Face à l'impopularité du projet dans l'ensemble du pays, à la publication, hier, du sombre pronostic à court terme du ministère des Finances et à la nécessité de tenir tout d'abord un référendum, on imagine mal quel concours de circonstances imprévisibles pourrait mener à une adhésion plus rapide. Le moment où nous rejoindrons l'Union économique et monétaire dépendra de la capacité de notre économie de satisfaire à cinq critères établis à cette fin par le ministère des Finances. Le premier – une convergence durable entre le Royaume-Uni et les autres économies de l'Union économique et monétaire – est crucial. Il serait désastreux que la future Banque centrale européenne relève les taux d'intérêts en raison de la bonne santé du reste de l'Europe, alors que la Grande-Bretagne aurait besoin de taux d'intérêts beaucoup plus bas pour sortir de la récession.. Le Royaume-Uni a présentement plusieurs années d'avance dans le cycle des affaires par rapport à d'autres pays candidats à l'Union économique et monétaire (ce qui explique que les taux d'intérêts sont de sept pour cent ici et seulement de trois pour cent en France et en Allemagne). Parvenir à la convergence pourrait prendre de nombreuses années, même si les optimistes pensent que si le Royaume-Uni adhérerait d'ici quelques années en période de baisse, il pourrait s'arrimer à une forte reprise européenne.

Le ministère des Finances insiste à juste titre sur l'emploi comme l'un des critères, mais il faut ajouter que les préoccupations en matière d'emploi ne comptent pas au nombre des critères que la future Banque centrale européenne (au contraire de la banque de la Réserve fédérale à New York) est statutairement tenue de prendre en considération lorsqu'elle modifie les taux d'intérêts. Et à partir de quelle échelle de priorités ce même ministère fait-il de l'impact de l'Union économique et monétaire sur les services financiers l'un de ses cinq critères tout en ignorant l'industrie? Si cela signifie qu'il est prêt à entrer dans l'Union économique et monétaire avec un taux de change qui serait acceptable pour la City mais qui risquerait d'étrangler l'industrie, alors nous sommes véritablement dans une perspective très inquiétante.

Cela mis à part, l'idée générale de cette politique est juste: un enthousiasme sans équivoque en faveur de l'Union lorsqu'il semble que l'économie britannique pourrait tirer profit de l'adhésion, tout en accélérant les préparatifs pour l'arrivée de l'euro. Cela sera utile même si nous n'adhérons pas, parce que l'euro entrera dans la vie des Britanniques de toutes manières. Des entreprises comme Marks & Spencer ont déjà fait savoir qu'elles accepteraient les paiements en euros. L'Union économique et monétaire sera peut-être une réussite mais les risques économiques d'une entrée prématurée continuent de dépasser les bénéfices politiques d'une adhésion dès le départ.